

Chers-es parents,

Nous estimons que plusieurs mesures successives prises (ou en voie de l'être) par le gouvernement mettent à mal notre système éducatif public. C'est pourquoi nous estimons devoir nous mettre en grève ce jeudi 1er février, dans ce contexte social si particulier.

1/ La mise en place de groupes de niveaux concernant l'intégralité des heures de Français et de Mathématiques est un risque majeur pour le fonctionnement même de nos établissements. Ces groupes de niveau vont provoquer :

- la disparition (ou un choix à faire) d'autres dispositifs existants, faute de moyens. Nous le voyons déjà très nettement au sein de notre collège étant donné les heures qui ont été annoncées pour l'année prochaine. Cela signifie que les dédoublements (classes divisées en 2 groupes de travail) dans d'autres matières comme en mathématiques, en langues, en français ou en histoire-géographie et sur d'autres niveaux, les enseignements optionnels comme LVA et LCE, les clubs tels que Antiquité, Mangas, CNRD ou Breton, le « savoir nager ».... sont voués à disparaître.
- L'abandon du principe fondamental de la mixité sociale, culturelle et territoriale qui fait la richesse d'établissements tels que le collège Albert Vinçon.
- l'éclatement du groupe classe qui est essentiel chez des enfants de 11 à 13 ans.
- des difficultés pour trouver des professeurs principaux (les collègues de mathématiques et français n'ayant plus les classes entières).
- des groupes de niveaux qui ne pourront pas, (et ce malgré les annonces gouvernementales contraires), être flexibles. Un élève qui sera dans le « groupe de niveau faible » ne pourra pas passer dans le « groupe de niveau intermédiaire ».

Ce choix de travailler en groupe de niveau nous paraît absurde, d'autant plus que l'efficacité pédagogique en est décriée par des études scientifiques depuis longtemps.

2/ Aujourd'hui, nos effectifs d'élèves par classe restent parmi les plus élevés d'Europe. De plus, le manque de personnel enseignant empêche un remplacement efficace des collègues. A titre d'exemple, à la rentrée 2024 dans l'académie de Nantes, le ministère a décidé de supprimer 73 postes dans les lycées et collèges, et 92 dans les écoles !

3/ L'inclusion de tous les élèves, mission première de l'enseignement public, ne peut se faire correctement faute de moyens : des élèves ayant des besoins spécifiques se retrouvent en grande difficulté faute de structures, d'enseignants spécialisés en nombre suffisant. D'autre part, les AESH dont la mission est essentielle auprès de ces jeunes restent peu considérés et rémunérés.

4/ Le métier a de plus en plus de difficultés à recruter des jeunes collègues : le salaire enseignant est en effet parmi les plus bas d'Europe et les conditions de travail se dégradent avec les réformes successives.

**Notre collège doit rester un ciment social fort, un sanctuaire pour nos valeurs républicaines et un tremplin pour l'épanouissement de nos élèves.
Nous avons besoin de votre soutien !**

